Nations Unies A/66/6 (Sect. 28)

Assemblée générale

Distr. générale
9 mai 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013*

Titre VII
Information

Chapitre 28
Information

(Programme 23 du cadre stratégique pour la période 2012-2013)**

Table des matières

		Page
	Vue d'ensemble	2
A.	Direction exécutive et administration	8
B.	Programme de travail	10
	Sous-programme 1. Services de communication stratégique	11
	Sous-programme 2. Services d'information	20
	Sous-programme 3. Services de diffusion du savoir	27
C.	Appui au programme	33
Annexe		
	Produits de l'exercice 2010-2011 non reconduits en 2012-2013	38

* Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément nº 6* (A/66/6/Add.1).

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément nº 6* (A/65/6/Rev.1).

11-32994 (F) 010611 030611

Merci de recycler

Vue d'ensemble

Tableau 28.1

Prévisions de dépenses

Projet du Secrétaire général	179 432 200 dollars[a]
Montant révisé des crédits ouverts pour 2010-2011	184 996 600 dollars

[a] Aux taux de 2010-2011.

Tableau 28.2

Tableau d'effectifs proposé

	Nombre de postes	*Classe*
Budget ordinaire		
Postes proposés pour l'exercice biennal 2012-2013	723	1 SGA, 4 D-2, 20 D-1, 36 P-5, 75 P-4, 89 P-3, 58 P-2/1, 9 G(1eC), 217 G(AC), 51 AN et 163 AL
Créations	1	1 P-2/1 pour le sous-programme 3
Transferts	4	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 pour les sous-programmes 1, 2 et 3
Reclassements[a]	6	6 AN pour le sous-programme 1
Conversions en postes permanents[b]	4	4 G(AC) pour le sous-programme 2
Suppressions	20	1 P-5, 1 P-2/1, 13 G(AC), 5 G(AL) pour les sous-programmes 1, 2 et 3
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2010-2011	738	1 SGA, 4 D-2, 20 D-1, 37 P-5, 75 P-4, 89 P-3, 58 P-2/1, 9 G(1eC), 226 G(AC), 45 AN et 174 AL

Abréviations : SGA : secrétaire général adjoint; G(1eC) : agent des services généraux (1re classe); G(AC) : agent des services généraux (Autres classes); AL : agent local; et AN : administrateur recruté sur le plan national.

[a] Reclassement de postes d'agent local en postes d'administrateur recruté sur le plan national.

[b] Conversions en postes permanents de postes précédemment financés au moyen des ressources prévues au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

28.1 Dans l'accomplissement de son mandat, qui consiste à aider l'Organisation des Nations Unies (ONU) à atteindre ses objectifs de fond en faisant connaître ses activités et ses préoccupations de manière à ce qu'elles aient le plus grand retentissement possible, le Département de l'information coordonne les campagnes de communication de l'Organisation dans les principaux domaines prioritaires en respectant un certain équilibre entre moyens de communication traditionnels et modernes. Il prend également toutes les mesures nécessaires pour élargir le cercle de ses partenaires dans le secteur de la communication et pour mieux se faire entendre du public, dans les pays développés comme en développement, grâce au réseau des centres d'information des Nations Unies. Le mandat du Département est énoncé dans la résolution 13 (I) de l'Assemblée générale. Ses travaux sont guidés par les priorités définies par l'Assemblée et son organe subsidiaire, le

Comité de l'information, dans des résolutions portant sur les questions relatives à l'information, dont la plus récente est la résolution 65/107 A et B.

28.2 Le Département s'emploie à faire mieux connaître et comprendre à l'échelle mondiale l'action que mène l'ONU et les questions qu'elle traite en diffusant en temps utile des informations exactes, impartiales, détaillées, objectives, cohérentes et pertinentes. À cette fin, et en s'inspirant de la Déclaration du Millénaire, il se concentrera sur des thèmes prioritaires correspondant aux trois piliers des activités de l'Organisation : développement, paix et sécurité et droits de l'homme. Dans ces trois grands domaines, le Département soulignera l'importance que le Secrétaire général attache à l'obtention de résultats, au principe de responsabilité et à la nécessité de relever les défis mondiaux pour le bien commun. En outre, il a fait de l'Afrique sa région prioritaire et des jeunes son public stratégique.

28.3 Le Département collabore étroitement avec les bureaux fonctionnels du système des Nations Unies pour mener à bien des programmes d'information efficaces et ciblés dans les domaines clefs susmentionnés, y compris pour les conférences et les célébrations organisées par les Nations Unies. Il s'efforce d'atteindre un public mondial, notamment les gouvernements, les médias, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les entreprises, les organisations professionnelles et les autres membres de la société civile, afin de les inciter à soutenir l'Organisation et ses objectifs.

28.4 Pour accomplir la mission dont il a été investi, le Département fonde son action sur les principes de base suivants : l'établissement de relations de travail stratégiques avec les départements et bureaux fonctionnels du Secrétariat et des institutions et organismes des Nations Unies; une plus grande utilisation des dernières technologies de l'information et des communications, dans les médias traditionnels aussi bien qu'électroniques, afin de permettre une diffusion directe et instantanée de l'information dans le monde; la mobilisation d'un soutien plus marqué au niveau local, par l'instauration de partenariats avec des organisations de la société civile; et la réalisation de la parité des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans la rédaction des supports d'information et de communication.

28.5 Le Département a passé en revue son fonctionnement et propose différents outils d'établissement de rapports et de gestion en ligne visant à rationaliser les procédures et éliminer les doubles emplois dans les trois sous-programmes et à permettre au programme d'atteindre les résultats voulus d'une façon plus rentable et plus économique grâce aux mesures qui sont décrites en détail dans les paragraphes ci-dessous :

a) Le réseau mondial des centres d'information des Nations Unies a été équipé de différents outils de présentation de l'information en ligne, tels que le système de gestion de l'information et le système de gestion des contenus, qui permettent de collecter les informations nécessaires à l'établissement de l'annuaire des centres d'information des Nations Unies, des programmes de travail et du calendrier des principales activités de chaque centre, de diffuser ces informations et de les archiver, ainsi que de collecter dans les délais fixés et sans support papier, les rapports mensuels des centres d'information;

b) Utiliser les services Web pour le stockage et la diffusion des documents multimédias afin de ne pas dépasser la capacité de la mémoire interne;

c) Acheter des séquences télévisées à des producteurs indépendants pour améliorer la qualité, rationaliser les procédures et réduire le nombre de voyages effectués par le personnel;

d) Numériser les informations figurant dans la base de données des organisations non gouvernementales afin de faciliter l'envoi d'informations à ces organisations;

e) S'agissant des opérations administratives relatives aux ressources humaines et aux finances, automatiser la procédure de notification des services fonctionnels.

28.6 La Bibliothèque Dag Hammarskjöld est la bibliothèque des organes délibérants de l'ONU. Elle doit renforcer l'efficacité de l'action menée par l'ONU en offrant au personnel des Nations Unies et aux délégués, ainsi qu'aux chercheurs et, de plus en plus souvent, au grand public, un accès à une quantité considérable d'information relative à des sujets historiques et d'actualité. Avec les progrès de l'informatique, la tendance est clairement à l'augmentation des services de bibliothèques mondiaux. Le Département entend donc mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès aux ressources électroniques d'information, fournir davantage de services permettant d'orienter et de guider les usagers et simplifier les procédures de recherche d'information. À cet effet, il sera nécessaire d'investir dans les innovations technologiques. Dans un même temps, la Bibliothèque devra préserver et protéger les documents historiques et le patrimoine de l'ONU et continuer d'en assurer l'accès.

28.7 La liste des publications à inscrire au programme de travail a été étudiée au niveau de chaque sous-programme. La répartition prévue entre publications en série et publications isolées est indiquée sommairement dans le tableau 28.3 ci-après et de manière détaillée dans le descriptif des produits de chaque sous-programme.

Tableau 28.3

Répartition des publications

Publications	*2008-2009 (nombre effectif)*	*2010-2011 (nombre estimatif)*	*2012-2013 (nombre estimatif)*
Publications en série	74	71	61
Publications isolées	–	–	–
Total	**74**	**71**	**61**

28.8 Pour faciliter l'examen du projet de budget-programme du Département de l'information, les unités administratives ont été regroupées sous les trois sous-programmes indiqués au tableau 28.4.

Tableau 28.4

Unités administratives responsables de l'exécution du programme de travail

Sous-programme	*Entités responsables*
1. Services de communication	Division de la communication stratégique, dont les centres et services d'information des Nations Unies et les antennes d'information des bureaux des Nations Unies
2. Services d'information	Bureau du porte-parole du Secrétaire général (Division de l'information et des médias)
3. Services de diffusion du savoir	Division de la sensibilisation du public, dont la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et d'autres bibliothèques le cas échéant, le groupe Vente et commercialisation et les secrétariats du Comité des publications et du Comité des expositions

28.9 Le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2012-2013 s'élève à 179 432 200 dollars avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 5 564 400 dollars (3 %) par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2010-2011.

28.10 Cette diminution nette, qui apparaît au tableau 28.6 ci-après, se décompose comme suit :

a) L'augmentation nette de 64 500 dollars à la rubrique Direction exécutive et administration correspond au coût de licences Citrix/Mobile Office devant permettre à 46 membres du personnel essentiel du Département de remplir leurs fonctions et, ainsi, d'assurer la continuité des opérations;

b) La diminution nette de 5 144 100 dollars à la rubrique Programme de travail se décompose comme suit :

i) Une diminution nette de 529 300 dollars au sous-programme 1, qui tient en grande partie à la baisse des dépenses prévues au titre des services contractuels et des frais généraux de fonctionnement (700 800 dollars). L'effet de la baisse des objets de dépense autres que les postes est atténué par une augmentation de 171 500 dollars au titre des postes. Cette augmentation résulte de l'effet report de six nouveaux postes (1 P-5, 4 postes d'agent local et 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national) créés pendant l'exercice biennal 2010-2011 et du reclassement proposé de six postes d'agent local en postes d'administrateur recruté sur le plan national, compensé par la suppression proposée de cinq postes d'agent local;

ii) Une diminution nette de 3 175 100 dollars au titre du sous-programme 2, conséquence de la réduction des dépenses au titre des postes et des autres objets de dépense (2 692 300 dollars) portant essentiellement sur les autres dépenses de personnel et les services contractuels. La diminution au titre des postes découle principalement de la suppression de quatre postes d'agent des services généraux (Autres classes) relevant de la Division de l'information et des médias et du transfert de deux postes (1 P-4 et 1 P-2/1) au sous-programme 3, ces opérations étant compensées par la proposition de transformer quatre postes d'agent des services généraux (Autres classes) précédemment financés au moyen des ressources prévues au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) en postes de la même classe s'accompagnant d'une diminution équivalente à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et du transfert d'un poste P-3;

iii) Une diminution nette de 1 039 200 dollars au sous-programme 3, conséquence de la diminution nette des dépenses relatives aux postes (1 576 700 dollars) découlant de la suppression proposée de 11 postes [1 P-5, 1 P-2/1 et 9 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] dans les services de bibliothèque et du transfert d'un poste P-3 au sous-programme 2, partiellement compensée par la création proposée d'un poste P-2/1 afin de renforcer les effectifs du Groupe de l'action éducative et par le transfert de deux postes (1 P-4 et 1 P-2/1) du sous-programme 2. L'augmentation nette de 537 500 dollars au titre des autres objets de dépense est principalement due à l'augmentation des ressources consacrées aux services contractuels, qui est partiellement compensée par la diminution des ressources aux rubriques Fournitures et accessoires et mobilier et matériel;

iv) Une diminution de 400 500 dollars au titre des conférences spéciales, résultat de la suppression des dépenses non renouvelables qui avaient été engagées pour financer le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

c) La diminution nette de 484 800 dollars à la rubrique Appui au programme découle de la réduction des ressources non affectées à des postes correspondant aux services contractuels, à savoir le coût des services centraux de traitement des données et d'appui, résultat d'un examen des besoins du Département à la suite duquel il a été décidé d'ajuster les coûts prévus

par les accords de prestation de services en réduisant le nombre de comptes desservis et administrés par le Bureau des technologies de l'information et des communications, et de la diminution des dépenses prévues au titre des frais généraux de fonctionnement, à la suite de la baisse des frais de communication et des ressources nécessaires au titre du mobilier et du matériel.

28.11 Pendant l'exercice biennal 2012-2013, il est prévu que des contributions obligatoires hors budget ordinaire s'élevant à 1 515 200 dollars, soit 0,8 % du montant global des ressources nécessaires, permettent de financer les activités de fond relatives aux opérations de maintien de la paix. Le volume des ressources a peu changé par rapport à l'exercice biennal précédent.

28.12 Durant l'exercice biennal 2012-2013, des fonds extrabudgétaires d'un montant estimatif de 4 906 100 dollars, soit 2,6 % de l'ensemble des ressources nécessaires, viendront compléter les ressources inscrites au budget ordinaire, ce qui permettra notamment de financer les activités suivantes : services de conseil technique, sessions de formation, ateliers, séminaires et projets sur le terrain. Le montant demandé est inférieur de 658 600 dollars à celui de l'exercice biennal 2010-2011 car, l'exécution des projets financés au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale étant prévue pendant l'exercice biennal 2010-2011, le volume des ressources prévues à cet effet sera inférieur.

28.13 Conformément à la résolution 58/269 de l'Assemblée générale, le montant demandé pour les activités de suivi et d'évaluation s'élève à 2 792 000 dollars au titre du budget ordinaire, soit 1 523 000 dollars correspondant à 170 mois de travail (98 mois de travail d'administrateur et 72 mois de travail d'agent des services généraux) et 1 269 000 dollars destinés aux services de consultant.

28.14 La répartition estimative des ressources au titre du programme pour l'exercice biennal 2012-2013, par composante et en pourcentage, est indiquée ci-après au tableau 28.5.

Tableau 28.5

Répartition des ressources par composante, en pourcentage

Composante	*Budget ordinaire*	*Contributions obligatoires hors budget ordinaire*	*Fonds extrabudgétaires*
A. Direction exécutive et administration	1,9	–	–
B. Programme de travail			
1. Services de communication stratégique	38,5	68,4	46,4
2. Services d'information	34,1	31,6	–
3. Services de diffusion	21,2	–	53,6
Total partiel B	**93,8**	**100,0**	**100,0**
D. Appui au programme	4,3	–	–
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 28.6

Ressources nécessaires, par composante

(En milliers de dollars des Autriche)

1) *Budget ordinaire*

Composante	*2008-2009 (dépenses effectives)*	*2010-2011 (crédits ouverts)*	*Augmentation*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2012-2013 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
A. Direction exécutive et administration	3 027,8	3 384,1	64,5	1,9	3 448,6	29,4	3 478,0
B. Programme de travail	175 174,2	173 477,1	(5 144,1)	(3,0)	168 333,0	3 551,8	171 884,8
C. Appui au programme	8 656,8	8 135,4	(484,8)	(6,0)	7 650,6	187,1	7 837,7
Total partiel	**186 858,8**	**184 996,6**	**(5 564,4)**	**(3,0)**	**179 432,2**	**3 768,3**	**183 200,5**

2) *Contributions obligatoires hors budget ordinaire*

Composante	*2008-2009 (dépenses effectives)*	*2010-2011 (montant estimatif)*	*2012-2013 (montant estimatif)*
A. Direction exécutive et administration	–	–	–
B. Programme de travail	1 411,3	1 538,7	1 515,2
C. Appui au programme	–	–	–
Total partiel	**1 411,3**	**1 538,7**	**1 515,2**

3) *Fonds extrabudgétaires*

Composante	*2008-2009 (dépenses effectives)*	*2010-2011 (montant estimatif)*	*2012-2013 (montant estimatif)*
A. Direction exécutive et administration	–	–	–
B. Programme de travail	5 226,1	5 564,7	4 906,1
C. Appui au programme	–	–	–
Total partiel	**5 226,1**	**5 564,7**	**4 906,1**
Total 1), 2) et 3)	**193 496,2**	**192 100,0**	**189 621,8**

Tableau 28.7

Postes nécessaires

			Postes temporaires							
	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Budget ordinaire*		*Contributions obligatoires hors budget ordinaire*		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013*	*2010-2011*	*2012-2013*	*2010-2011*	*2012-2013*	*2010-2011*	*2012-2013*	*2010-2011*	*2012-2013*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
SGA	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
D-2	4	4	–	–	–	–	–	–	4	4
D-1	20	20	–	–	–	–	–	–	20	20
P-5	37	36	–	–	–	–	–	–	37	36
P-4/3	164	164	–	–	2	2	1	1	167	167
P-2/1	58	58	–	–	1	1	–	–	59	59
Total partiel	**284**	**283**	**–**	**–**	**3**	**3**	**1**	**1**	**288**	**287**
Agents des services généraux										
1re classe	9	9	–	–	–	–	–	–	9	9
Autres classes	226	217	–	–	1	1	9	9	236	227
Total partiel	**235**	**226**	**–**	**–**	**1**	**1**	**9**	**9**	**245**	**236**
Catégories diverses										
Agents locaux	174	163	–	–	–	–	–	–	174	163
Administrateurs recrutés sur le plan national	45	51	–	–	–	–	–	–	45	51
Total partiel	**219**	**214**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**219**	**214**
Total	**738**	**723**	**–**	**–**	**4**	**4**	**10**	**10**	**752**	**737**

A. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 3 448 600 dollars

28.15 Le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information est chargé de la direction d'ensemble et de la gestion stratégique de la communication et de l'information, tant au Siège que sur le terrain. Il établit les politiques et les directives du Département, s'occupe de certaines questions de politique générale et de gestion et assure la gestion administrative et financière du Département, dont il gère le personnel. Il assure en outre la direction des activités de liaison du Département avec les comités, qu'il s'agisse d'organes intergouvernementaux, comme le Comité de l'information, ou du Groupe de la communication des Nations Unies.

28.16 Le Secrétaire général adjoint évalue l'exécution des programmes du Département et fait rapport à ce sujet par l'intermédiaire du Groupe de la recherche en matière d'évaluation et de communication. Ce groupe est chargé de déterminer l'impact des programmes et activités d'information. Il fournit des conseils techniques pour l'analyse de la couverture médiatique et la collecte des données concernant les besoins des publics cibles et aide les directeurs de programme à s'acquitter de l'obligation d'évaluation interne annuelle de l'impact des programmes.

28.17 L'évaluation annuelle de l'impact des programmes garantit un examen systématique des principaux produits et services du Département. Ce souci du résultat a permis au Département de définir avec précision les moyens à déployer pour favoriser une meilleure compréhension du travail de l'ONU.

Tableau 28.8

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Appuyer l'action du Secrétaire général et les buts fondamentaux des Nations Unies en communiquant stratégiquement sur les activités et les préoccupations de l'ONU de manière à trouver le plus large écho possible dans le public

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Gestion efficace du programme de travail	a) Exécution des produits et fourniture des services dans les délais prévus *Mesure des résultats* 2008-2009 : 100 % 2010-2011 (estimation) : 100 % 2012-2013 (objectif) : 100 %
b) Amélioration des délais de présentation de la documentation	b) Maintien du pourcentage de documents d'avant session présentés dans les délais impartis *Mesure des résultats* 2008-2009 : 100 % 2010-2011 (estimation) : 100 % 2012-2013 (objectif) : 100 %
c) Une culture renforcée de la communication et de la coordination de l'information au Secrétariat et dans les organismes partenaires du système des Nations Unies	c) Accroissement de l'utilité du Groupe de la communication des Nations Unies *Mesure des résultats* 2008-2009 : 85 % 2010-2011 (estimation) : 87 % 2012-2013 (objectif) : 90 %

Facteurs externes

28.18 Le Bureau du Secrétaire général adjoint devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées si les organes intergouvernementaux et les autres intervenants continuent d'appuyer les activités du Département de l'information.

Produits

28.19 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants : service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : documentation à l'intention des organes délibérants : contributions à divers rapports de fond présentés aux organes subsidiaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social au sujet des activités d'information menées à bien par le Département, y compris le réseau des centres d'information des Nations Unies, en vertu des mandats définis par l'Assemblée générale (2).

Tableau 28.9

Ressources nécessaires

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	3 250,2	3 250,2	12	12
Autres objets de dépense	133,9	198,4	–	–
Total	**3 384,1**	**3 448,6**	**12**	**12**

28.20 Le montant demandé (3 448 600 dollars) permettra de financer le maintien de six postes d'administrateur et de six postes d'agent des services généraux (Autres classes) ainsi que les autres dépenses connexes, essentiellement les autres frais de personnel, les voyages du personnel et les autres dépenses opérationnelles, qui permettront au Bureau du Secrétaire général adjoint d'assumer la direction générale et la gestion stratégique du Département. La composante comprend le Bureau du Secrétaire général adjoint [1 SGA, 1 D-1, 1 P-5 et 4 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et le Groupe de l'évaluation des programmes et de la recherche en matière d'information [1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

28.21 L'augmentation de 64 500 dollars des objets de dépense autres que les postes correspond au coût de licenses Citrix/Mobile Office qui seront fournies à 46 membres du personnel essentiel du Département afin d'assurer la continuité des opérations.

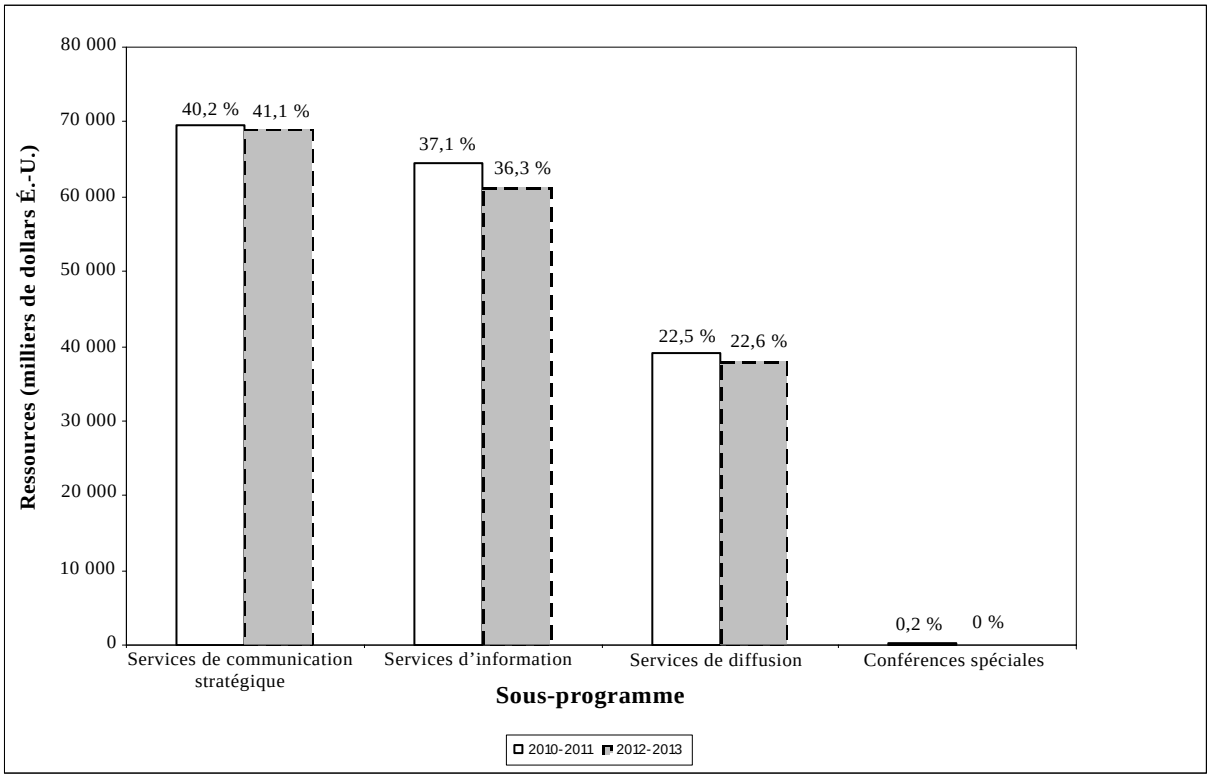
B. Programme de travail

Tableau 28.10

Ressources nécessaires par sous-programme

Sous-programme	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
1. Services de communication stratégique	69 680,4	69 151,1	348	343
2. Services d'information	64 354,6	61 179,5	198	197
3. Services de diffusion	39 041,6	38 002,4	157	148
Conférences spéciales	400,5	–	–	–
Total partiel	**173 477,1**	**168 333,0**	**703**	**688**
Contributions obligatoires hors budget ordinaire	1 538,7	1 515,2	4	4
Fonds extrabudgétaires	5 564,7	4 906,1	10	10
Total	**180 580,5**	**174 754,3**	**717**	**702**

Ressources nécessaires par sous-programme (budget ordinaire)



Sous-programme 1
Services de communication stratégique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 69 151 100 dollars

28.22 La responsabilité opérationnelle de ce sous-programme incombe à la Division de la communication stratégique, qui comprend le Service des campagnes de communication, le Service des centres d'information, le réseau des centres d'information des Nations Unies, les antennes d'information et le Groupe de la liaison avec les comités. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au sous-programme 1 du programme 23 (Information) du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 28.11

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Mieux faire comprendre les activités de l'Organisation en ce qui concerne les questions thématiques prioritaires et leur assurer un soutien plus large, en assurant notamment un appui à la communication lors des grandes manifestations et initiatives menées sous l'égide de l'Organisation

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la qualité des reportages consacrés par les médias aux questions thématiques prioritaires	a) Augmentation du pourcentage d'articles consacrés aux questions thématiques prioritaires reprenant les messages de l'Organisation *Mesure des résultats* 2008-2009 : 50 % 2010-2011 (estimation) : 53 % 2012-2013 (objectif) : 55 %
b) Portée accrue des éléments en ligne des campagnes de communication menées sur les questions thématiques prioritaires	b) Accroissement du nombre de membres du grand public atteints grâce aux nouveaux médias *Mesure des résultats* 2008-2009 : 175 000 personnes 2010-2011 (estimation) : 250 000 personnes 2012-2013 (objectif) : 350 000 personnes
c) Meilleure compréhension à l'échelle locale de l'action menée par l'Organisation	c) i) Augmentation de la proportion du public visé qui considère avoir une connaissance accrue et approfondie de l'Organisation *Mesure des résultats* 2008-2009 : 82 % 2010-2011 (estimation) : 84 % 2012-2013 (objectif) : 86 % ii) Augmentation du nombre de visiteurs accédant aux sites Web du sous-programme *Mesure des résultats* (Nombre moyen de visiteurs par mois) 2008-2009 : 0,96 million 2010-2011 (estimation) : 1,28 million 2012-2013 (objectif) : 1,6 million iii) Nombre accru de documents d'information et de publications des Nations Unies disponibles dans les langues locales *Mesure des résultats* (Nombre de documents d'information) 2008-2009 : 6 500 2010-2011 (estimation) : 6 600 2012-2013 (objectif) : 6 800

Facteurs externes

28.23 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées si les institutions de la société civile, les relais d'information et les autres partenaires sont en mesure de participer à l'action concertée que mène l'Organisation, y compris au niveau local, en sachant que des changements politiques et autres événements extérieurs pourraient considérablement modifier le degré d'attention des médias à l'égard des thèmes prioritaires de l'ONU. Les quelques sites de médias sociaux qui sont utilisés actuellement pourraient également devenir obsolètes, ce qui aurait des retombées négatives sur les activités de sensibilisation. L'absence et les difficultés d'accès à Internet en raison de problèmes de sécurité ou des lacunes de l'infrastructure nationale peuvent compromettre les activités de sensibilisation des centres d'information des Nations Unies et empêcher ceux-ci de fournir des statistiques fiables sur l'utilisation des sites Web.

Produits

28.24 Les produits finals de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) Services fonctionnels pour les réunions : session annuelle de deux semaines du Comité de l'information (2);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : contribution aux rapports sur les activités d'information en matière de droits de l'homme présentés à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social (2); rapports et éléments d'information destinés aux rapports annuels sur les activités du Département relatives à l'information présentés à la Quatrième Commission (2), au Comité de l'information (2), au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (2); et au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (2);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : *L'Organisation des Nations Unies et la question de Palestine* (dans les six langues officielles) (1);

ii) Expositions, visites guidées, conférences : conférences, réunions d'information, séminaires et projections de vidéos sur les questions et les thèmes intéressant l'ONU, à l'intention notamment de hauts fonctionnaires et de représentants des médias, d'organisations non gouvernementales, d'établissements d'enseignement et autres publics, y compris des expositions organisées à l'échelon national (1);

iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation :

a. Notes de synthèse sur les opérations de maintien de la paix, les missions politiques et les missions de consolidation de la paix (1);

b. Rédaction et distribution de documents d'information destinés aux médias et au grand public, dans les langues officielles de l'ONU et, grâce au réseau des centres d'information des Nations Unies, dans d'autres langues (5);

c. Publication de manuels, directives, ouvrages de référence et autres documents à l'usage du personnel des Nations Unies travaillant pour le réseau des centres d'information, les services et les antennes d'information des bureaux extérieurs, dont la version en ligne du manuel à l'usage des centres d'information des Nations Unies et de l'annuaire desdits centres (1);

d. Réponses aux demandes de renseignements adressées par le public et les médias au sujet de questions prioritaires pour l'ONU (1);

iv) Communiqués et conférences de presse :

a. Élaboration de programmes à l'intention des médias, demandes d'interviews, rédaction et placement d'articles d'opinion sur différents thèmes; rédaction et distribution de documents d'information (4);

b. Organisation et promotion de conférences de presse, réunions d'information, tables rondes et réunions-débats, aux niveaux national, régional et international, dans le cadre d'une stratégie de communication visant à faire connaître l'action, les manifestations, les publications et les rapports de l'ONU, à expliquer les textes issus de négociations ou d'autres activités de l'ONU sur des questions thématiques et à aider les organismes des Nations Unies à exécuter leur programme d'information destiné au grand public (4);

c. Suivi périodique et suivi spécifique des médias locaux et transmission au Siège d'articles, de résumés et de revues de presse quotidiennes et hebdomadaires sur les grandes questions intéressant l'ONU (1);

v) Manifestations spéciales :

a. Activités de communication stratégique, manifestations et conférences destinées à promouvoir une question prioritaire précise ou une célébration spéciale des Nations Unies et à renforcer, aux niveaux international et national, les partenariats entre l'Organisation et les médias, la société civile et d'autres acteurs (5);

b. Programmes éducatifs à l'échelle nationale, comme les conférences « L'ONU mise en scène », ou appui à l'élaboration de programmes sur les Nations Unies (1);

vi) Activités techniques :

a. Création de sites Web et de portails sur les questions prioritaires que le Département est appelé à coordonner, et mise à jour de leur contenu (3);

b. Gestion et mise à jour, au sein de la Division de la communication stratégique, d'un site intranet s'adressant principalement aux bureaux extérieurs (réseau de communication stratégique) aux fins de coordination, d'échange d'informations et de concertation au Siège et sur le terrain (1);

c. Tenue de listes informatiques des médias internationaux, permettant d'effectuer un ciblage stratégique par voie électronique ainsi que par d'autres moyens (contacts personnels notamment) et d'informer les journalistes sur l'action de l'ONU dans des domaines prioritaires (1);

d. Tenue à jour du site Web du Groupe de la communication des Nations Unies;

e. Tenue à jour du site Web des centres d'information des Nations Unies;

f. Analyse et évaluation stratégiques des campagnes de communication mondiales sur des questions prioritaires, grâce au suivi des médias et aux revues de presse réalisées par la Division de la communication stratégique (2);

v) Services fonctionnels à fournir pour les réunions interorganisations :

a. Coopération et échange d'informations avec les organismes des Nations Unies parmi les équipes de pays, ainsi qu'avec les organisations régionales et les organisations non gouvernementales (1);

b. Élaboration par le Département de stratégies de communication et de programmes d'information à l'échelle mondiale sur les questions prioritaires et pour les grandes conférences et les sommets mondiaux, en consultation avec les bureaux et départements fonctionnels, en vue de définir les questions à traiter et les activités à promouvoir en priorité ainsi que les moyens de mise en œuvre (produits et activités de promotion et d'information) et l'établissement de calendriers d'exécution des activités et de production des matériaux (3);

c. Coordination interinstitutions dans le cadre de campagnes de communication prioritaires, grâce notamment aux réunions et aux équipes spéciales du Groupe de la communication des Nations Unies et du Département, y compris coordination avec le réseau des centres d'information des Nations Unies, de sorte que les programmes d'information thématiques soient menés à bien (1);

d. Maintien de la coordination des politiques et des programmes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la gestion des centres d'information, en particulier lorsque le Coordonnateur résident du PNUD assure la direction du centre d'information;

e. Services fonctionnels et services de documentation pour le Groupe de la Communication des Nations Unies lors de ses réunions hebdomadaires au Siège et de sa session annuelle de deux jours (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire et contributions obligatoires hors budget ordinaire) :

i) Services consultatifs : élaboration de conseils de communication stratégique et d'outils de planification en vue d'aider les composantes information des missions de maintien de la paix des Nations Unies à élaborer des stratégies d'information; organisation de groupes de travail et de séminaires et participation aux travaux;

ii) Stages, séminaires et ateliers :

a. Formation de groupe sur le terrain ou au Siège à l'intention des directeurs des centres d'information des Nations Unies, des administrateurs chargés de l'information recrutés sur le plan national, des aides-bibliothécaires, des assistants administratifs et du personnel de la composante information des missions de maintien de la paix ou de consolidation de la paix (2);

b. Programme de formation au Siège à l'intention des médias palestiniens (presse écrite, télévision et radio) (2);

c. Ateliers de formation ou visites de sites de projet des Nations Unies, organisés en coopération avec les partenaires locaux appartenant aux organismes des Nations Unies, à l'intention des journalistes locaux afin de mieux faire connaître les questions intéressant l'ONU, et sessions de formation du personnel des bibliothèques dépositaires (3).

Tableau 28.12

Ressources nécessaires : sous-programme 1

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
A. Budget ordinaire				
Postes	55 089,6	55 261,1	348	343
Autres objets de dépense	14 590,8	13 890,0	–	–
Total partiel	**69 680,4**	**69 151,1**	**348**	**343**
B. Contributions obligatoires hors budget ordinaire	1 060,1	1 036,6	2	2
C. Fonds extrabudgétaires	2 336,8	2 277,6	–	–
Total	**73 077,3**	**72 465,3**	**350**	**345**

28.25 Le programme d'activités du sous-programme 1 (Services de communication stratégique) est exécuté par la Division de la communication stratégique, les centres et services d'information des Nations Unies ainsi que la composante information des bureaux des Nations Unies. La répartition des ressources est indiquée ci-après.

Tableau 28.13

Ressources nécessaires : Division de la communication stratégique

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
A. Budget ordinaire				
Postes	13 405,2	13 405,2	54	54
Autres objets de dépense	1 570,5	1 177,4	–	–
Total partiel	**14 975,7**	**14 582,6**	**54**	**54**
B. Contributions obligatoires hors budget ordinaire	1 060,1	1 036,6	2	2
C. Fonds extrabudgétaires	109,6	50,0	–	–
Total	**16 145,4**	**15 669,2**	**56**	**56**

28.26 Le montant de 14 582 600 dollars, affichant une diminution nette de 393 100 dollars, permettra de financer 30 postes d'administrateur et 24 postes d'agent des services généraux (Autres classes) (13 405 200 dollars) ainsi que les autres objets de dépense (1 177 400 dollars). La diminution prévue à la rubrique Autres objets de dépense s'explique par la non-reconduction de crédits ponctuels inscrits au budget 2010-2011 pour la commémoration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et par la réduction des ressources nécessaires aux frais généraux de fonctionnement, les bureaux extérieurs faisant de plus en plus appel à des moyens de communication bon marché et à la vidéoconférence en ligne.

28.27 Les composantes de la Division de la communication stratégique sont les Services de communication stratégique [1 D-2, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 6 P-3, 4 P-2 et 11 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et le Service des centres d'information [1 D-1, 2 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 2 P-2 et 13 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

28.28 Le sous-programme est financé par d'autres ressources provenant de contributions obligatoires et par des fonds extrabudgétaires dont le montant devrait s'élever à 1 036 600 dollars et 50 000 dollars, respectivement, qui permettront également de financer deux postes d'administrateur pour assurer les activités d'information dans les missions de maintien de la paix. Dans l'ensemble, le volume des ressources provenant des contributions obligatoires reste inchangé par rapport à l'exercice biennal 2010-2011. La diminution prévue des ressources extrabudgétaires s'explique essentiellement par l'achèvement de projets non récurrents dans l'exercice biennal 2010-2011 au titre du fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale.

Tableau 28.14

Ressources nécessaires : service d'information sur la question de Palestine

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
Budget ordinaire				
Postes	–	–	–	–
Autres objets de dépense	612,4	612,4	–	–
Total	**612,4**	**612,4**	**–**	**–**

28.29 Le montant de 612 400 dollars permettra de couvrir : a) les voyages des journalistes participant au programme de formation annuel des médias palestiniens et à des missions d'information organisées au Moyen-Orient; b) les voyages des participants au Séminaire international annuel des médias sur la paix au Moyen-Orient; c) les voyages des fonctionnaires appelés à soutenir les séminaires internationaux sur la paix au Moyen-Orient; et d) les services contractuels d'imprimerie et de traduction; frais généraux de fonctionnement (installations de conférence); fournitures de papeterie et de bureau.

28.30 Le sous-programme 1 (Services de communication stratégique) comprend également les services et activités d'information assurés par le Service d'information des Nations Unies de Genève et celui de Vienne, les centres d'information des Nations Unies et les composantes information des bureaux extérieurs. Ces services et centres s'appuient sur des intermédiaires, notamment les médias et les partenaires locaux, pour ajuster les stratégies de communication mondiales aux publics régionaux, nationaux ou locaux. Les tableaux 28.15 à 28.18 indiquent la répartition des ressources entre les différentes unités administratives.

Tableau 28.15

Ressources nécessaires : Service d'information des Nations Unies de Genève

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
Budget ordinaire				
Postes	6 533,0	6 533,0	23	23
Autres objets de dépense	1 532,3	1 479,5	–	–
Total	**8 065,3**	**8 012,5**	**23**	**23**

28.31 Le montant de 8 012 500 dollars, qui fait apparaître une diminution de 52 800 dollars, servira à couvrir les frais suivants : a) maintien de 23 postes (1 D-1, 2 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 3 P-2/1, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 11 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] (6 533 000 dollars), ce qui permettra d'assurer la couverture médiatique (presse écrite, radio et télévision) des grandes réunions et manifestations, la réalisation de bulletins d'information (télévision, radio et Internet), les services de relations publiques et la coordination des activités d'information avec celles des organes, des institutions spécialisées et des autres entités des Nations Unies qui siègent à Genève; et b) objets de dépense autres que les postes (1 479 500 dollars); ce montant affiche une réduction de 52 800 dollars des coûts de production des programmes d'information, due essentiellement à une diminution du nombre de producteurs, cameramen, photographes et ingénieurs du son recrutés à titre temporaire (27 800 dollars) et à une baisse des crédits au titre du mobilier et du matériel (25 000 dollars).

Tableau 28.16

Ressources nécessaires : Service d'information des Nations Unies de Vienne

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
Budget ordinaire				
Postes	2 429,8	2 429,8	10	10
Autres objets de dépense	291,1	276,1	–	–
Total	**2 720,9**	**2 705,9**	**10**	**10**

28.32 Le montant demandé, soit 2 705 900 dollars, permettra de continuer de financer 10 postes [1 D-1, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2/1, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 4 postes d'agent de services généraux (Autres classes)] (2 429 800 dollars) ainsi que les autres objets de dépense (276 100 dollars) afin d'assurer, en Autriche, en Hongrie, en Slovaquie et en Slovénie, une couverture par les médias et d'établir des services de relations publiques non seulement auprès de la presse mais aussi de la société civile. Le service coordonne également les activités d'information avec les organes, les institutions spécialisées et les autres entités des Nations Unies qui siègent à Vienne afin de diffuser des messages qui soient unifiés.

Tableau 28.17

Ressources nécessaires : bureaux extérieurs des Nations Unies, composante information

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
Budget ordinaire				
Postes	1 856,3	1 756,1	11	10
Autres objets de dépense	677,5	673,2	–	–
Total	**2 533,8**	**2 429,3**	**11**	**10**

28.33 Le montant de 2 429 300 dollars, en baisse de 104 500 dollars, permettra de financer, dans huit bureaux extérieurs (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Érythrée, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan et Ukraine) 10 postes (2 P-5, 1 P-4, 2 postes d'agent local et 5 postes d'administrateur recruté sur le plan national) (1 756 100 dollars) – dont les titulaires représenteront le Département de l'information pour tout ce qui a trait aux activités d'information – et de couvrir les autres objets de dépense (673 200 dollars). La diminution de 100 200 dollars à la rubrique Postes s'explique par le transfert d'un poste P-5 au profit des centres d'information des Nations Unies dans le cadre du même sous-programme (voir tableau 28.18) afin de renforcer les effectifs du Centre d'information de Nairobi, qui est l'un des principaux points d'accès à l'information au Kenya et en Afrique de l'Est. Cette diminution est en partie compensée par le reclassement proposé au Bélarus, en Érythrée, en Géorgie, en Ouzbékistan et en Ukraine de cinq postes locaux d'assistant à l'information en postes de fonctionnaire de l'information recruté sur le plan national afin de prendre en compte la nature spécialisée des fonctions concernées. Cette proposition est conforme aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans lesquelles le Comité consultatif a insisté vivement sur la nécessité d'encourager le plus possible le recours à du personnel recruté sur le plan national, qu'il s'agisse d'administrateurs ou d'agents des services généraux, et préconisé de déployer des efforts soutenus pour attirer et recruter cette catégorie de personnel partout où cette solution s'avérait pratique et faisable (A/60/7, par. 70 et 71). La diminution des ressources au titre des autres objets de dépense, compensée en partie par une augmentation des frais généraux de fonctionnement (5 400 dollars), s'explique par les autres dépenses de personnel (9 700 dollars).

Tableau 28.18

Ressources nécessaires : centres d'information des Nations Unies

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
A. Budget ordinaire				
Postes	30 865,3	31 137,0	250	246
Autres objets de dépense	9 907,0	9 671,4	–	–
Total partiel	**40 772,3**	**40 808,4**	**250**	**246**

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
B. Contributions obligatoires hors budget ordinaire	–	–	–	–
C. Fonds extrabudgétaires	2 227,2	2 227,6	–	–
Total	**42 999,5**	**43 036,0**	**250**	**246**

28.34 Le montant de 40 808 400 dollars permettrait de financer les 246 postes indiqués dans le tableau ci-dessus (8 D-1, 13 P-5, 10 P-4, 8 P-3, 161 postes d'agent local et 46 postes d'administrateur recruté sur le plan national) (31 137 000 dollars), ainsi que les autres objets de dépense (9 671 400 dollars). L'augmentation de 271 700 dollars à la rubrique Postes correspond au reclassement proposé d'un poste local d'assistant à l'information en poste de responsable de l'information recruté sur le plan national; au transfert d'un poste P-5 de la composante information des bureaux extérieurs des Nations Unies (voir tableau 28.17) pour renforcer les effectifs du Centre d'information de Nairobi, l'un des principaux points à l'information pour le Kenya et l'Afrique de l'Est; et à l'effet-report de six nouveaux postes (1 P-5, 4 postes locaux et 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national) résultant de la mise en place d'un centre d'information à Luanda, en application de la résolution 64/243 de l'Assemblée générale. Cette augmentation est compensée en partie par la suppression proposée de cinq postes d'agent recruté sur le plan local à Bucarest, Lomé, Lima et Port of Spain. Il a été proposé de supprimer des postes après avoir examiné les besoins du centre d'information du Département et son aptitude à répartir les fonctions parmi ses capacités existantes, compte tenu du calendrier des départs à la retraite et des vacances de poste. La diminution nette des ressources nécessaires au titre des objets de dépense autres que les postes (235 600 dollars) est en grande partie imputable à la réduction des services contractuels et des coûts des télécommunications.

28.35 Le sous-programme est financé à l'aide de ressources extrabudgétaires fournies par certains pays hôtes, dont le montant devrait s'élever à 2 227 600 dollars et qui serviront à soutenir les activités des centres d'information dans ces pays. Dans l'ensemble, le volume des ressources reste inchangé par rapport à l'exercice biennal 2010-2011.

Sous-programme 2
Services d'information

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 61 179 500 dollars

28.36 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe principalement à la Division de l'information et des médias, avec l'appui du Bureau du porte-parole du Secrétaire général et du réseau des centres d'information des Nations Unies. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 2 (Services d'information) du programme 23 (Information) du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 28.19

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer le soutien en faveur de l'Organisation des Nations Unies grâce à des produits et services d'information

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Utilisation accrue par les organes de presse et autres acteurs des informations et des produits multimédias connexes concernant l'Organisation des Nations Unies	a) i) Nombre accru de partenariats avec les réseaux de diffusion et de rediffusion de programmes de radio et de télévision, par langue et par région *Mesure des résultats* (Stations de radiodiffusion/télévision) 2008-2009 : 412 2010-2011 (estimation) : 430 2012-2013 (objectif) : 470 ii) Nombre accru de visiteurs sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Centre d'actualités, par langue officielle *Mesure des résultats* (Nombre moyen de visiteurs par mois) 2008-2009 : données non disponibles 2010-2011 (estimation) : 2,4 millions 2012-2013 (objectif) : 2,7 millions iii) Nombre accru de téléchargements, par les utilisateurs finals, de produits radiophoniques et télévisuels et de photographies à haute résolution *Mesure des résultats* (Téléchargements d'émissions radiophoniques sur Internet) 2008-2009 : 1,1 million 2010-2011 (estimation) : 1,3 million 2012-2013 (objectif) : 1,7 million *Mesure des résultats* (Téléchargements de programmes télévisuels sur Internet) 2008-2009 : 6 006 2010-2011 (estimation) : 7 268 2012-2013 (objectif) : 25 200

	Mesure des résultats (Téléchargements de photographies à haute résolution) 2008-2009 : 443 030 2010-2011 (estimation) : 445 000 2012-2013 (objectif) : 500 000
b) Accès, en temps voulu, des organes de presse et d'autres utilisateurs, aux communiqués de presse quotidiens couvrant les séances, aux programmes télévisés, aux photographies et aux autres produits d'information	b) Maintien du pourcentage actuel de produits livrés dans les délais *Mesure des résultats* (Produits livrés dans les délais) 2008-2009 : 90 % 2010-2011 (estimation) : 90 % 2012-2013 (objectif) : 90 %

Facteurs externes

28.37 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les médias nationaux et internationaux participent à des partenariats et à des coproductions, et si la situation politique, économique et autre est telle qu'ils peuvent avoir accès aux produits d'information de l'Organisation et les rediffuser.

Produits

28.38 Les produits finals de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

a) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation :

a. Publication des bulletins d'information quotidiens de l'ONU (version papier) à partir des informations données sur le Web par le Service des informations des Nations Unies;

b. Publication du dossier de presse annuel de l'Assemblée générale (2);

ii) Communiqués et conférences de presse :

a. Organisation de conférences de presse pour le Secrétaire général, la Vice-Secrétaire générale, d'autres hauts fonctionnaires de l'Organisation et des représentants d'États Membres ou d'organismes des Nations Unies;

b. Coordination du placement dans la presse écrite du monde entier d'articles d'opinion et d'autres textes émanant du Secrétaire général et de hauts fonctionnaires des Nations Unies (1);

c. Production et diffusion des communiqués de presse, documents d'information et documents de synthèse de ces réunions, ainsi que des discours et déclarations du Secrétaire général, de la Vice-Secrétaire générale et du Président de l'Assemblée générale;

d. Tenue de réunions d'information dans les bureaux de l'ONU et partout dans le monde (notamment organisation de programmes d'information et de séances

d'orientation animés par de hauts fonctionnaires de l'ONU), interviews et autres contacts directs (sous forme notamment de dépêches) avec des correspondants de presse et des journalistes;

e. Diffusion de notes de synthèse sur les conférences de presse et réunions d'information du Secrétaire général, de la Vice-Secrétaire générale, des délégations, des hauts fonctionnaires du Secrétariat et d'autres représentants de l'Organisation, et sur les points de presse quotidiens des porte-parole de l'Organisation;

f. Préparation de la liste annuelle des « Dix sujets dont le monde n'entend pas assez parler » (2);

g. Production de revues de presse touchant les grands dossiers d'actualité, de façon régulière et à la demande de hauts fonctionnaires de l'Organisation;

h. Accréditation des correspondants de presse et services de liaison couvrant les activités de l'Organisation, distribution de documents officiels à leur intention et liaison avec les médias pour le compte du Secrétaire général;

i. Couverture des séances publiques de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, ainsi que des débats du Conseil de sécurité et d'autres organes gouvernementaux qui se tiennent dans les bureaux des Nations Unies, diffusion des communiqués de presse de ces réunions et couverture des conférences et manifestations spéciales de l'ONU;

j. Envoi (par voie électronique) aux hauts fonctionnaires des Nations Unies et à d'autres membres du personnel de revues de presse quotidiennes et d'articles sur l'actualité internationale ainsi que des articles sur l'ONU parus dans les médias;

iii) Ressources audiovisuelles :

a. Couverture, par le Service d'information des Nations Unies, de l'actualité de l'ONU et des nouvelles au Siège et dans le monde, grâce à une actualisation permanente du site Internet et la publication de bulletins quotidiens;

b. Nouveaux partenariats avec de nombreux organes d'information – médias classiques et modernes – en vue de diffuser les messages de l'Organisation;

c. Élaboration, mise à jour et coordination des contenus du site Web de l'ONU, élaboration de nouveaux sites Web pour toutes les futures conférences, activités et manifestations spéciales des Nations Unies, dans les six langues officielles; gestion, mise à jour et amélioration du Centre d'actualités de l'ONU sur le Web, de la page du porte-parole du Secrétaire général, de la page Web du Secrétaire général et de la page d'accès aux ressources audiovisuelles de l'ONU, y compris les bases de données donnant accès à des photos, à des programmes radiophoniques ou audiovisuels, et à la page « nouvelles » d'autres sites depuis la page d'accueil de l'ONU;

d. Couverture en direct et sur demande des réunions de l'Organisation (conférences, réunions d'information et autres manifestations de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, par exemple);

e. Tenue du système de gestion des contenus numériques, du système d'accès au contenu interactif en réseau, du système de gestion des bandes et fourniture d'un

appui informatique pour le site unmultimedia.org, conception et mise en service des applications, gestion et dépannage des applications multimédias; gestion, conservation et archivage des produits audiovisuels de l'ONU et fourniture de photographies et de services de médiathèque; exploitation, gestion et entretien des studios et installations de télévision et de radio;

f. Couverture photographique, sur le terrain, des activités du Secrétaire général et de l'Organisation, notamment des conférences internationales, pour distribution à la presse et aux délégations et pour affichage sur le site Web de l'ONU; couverture photographique des séances de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, des sommets, des conférences de haut niveau, des conférences, des manifestations à l'intention des médias, des manifestations spéciales, des personnes, des groupes de personnes et des activités auxquelles le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale et la Vice-Secrétaire générale participent;

g. Réalisation et diffusion quotidiennes de contenus multimédias, dans les six langues officielles ainsi qu'en portugais et en swahili, notamment de bulletins d'information, de programmes spéciaux et d'émissions radiophoniques (chaque jour et chaque mois); réalisation et diffusion d'émissions radiophoniques hebdomadaires, bimensuelles et mensuelles dans quatre langues non officielles (bengali, indonésien, hindi et ourdou);

h. Réalisation et diffusion d'enregistrements vidéo, de programmes spéciaux et d'émissions sur les activités de l'Organisation telles que « L'ONU en action », « Le XXIe siècle » et « L'année en revue » ainsi que d'émissions coproduites avec d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organisations (8); couverture télévisuelle des séances de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et d'autres réunions, ainsi que d'autres manifestations et activités, notamment celles auxquelles le Secrétaire général participe, pour distribution aux organes de presse (1);

i. Diffusion par la Télévision des Nations Unies à partir du Siège d'émissions en direct et de documentaires préenregistrés réalisés par UNTV ainsi que par des organismes et fonds des Nations Unies à l'intention d'auditeurs dans le monde entier (1);

j. UNIFEED – réalisation et transmission, six jours par semaine, de bulletins d'information de 10 minutes à des chaînes de télévision du monde entier via le satellite APTN; transmission des vidéos produites par UNTV et par d'autres fournisseurs de contenus dans le système des Nations Unies (budget ordinaire et autres ressources provenant de contributions obligatoires); bulletins d'information prêts à la diffusion également disponibles pour téléchargements (1);

Tableau 28.20

Ressources nécessaires : sous-programme 2

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
A. Budget ordinaire				
Postes	47 080,6	46 597,8	198	197
Autres objets de dépense	17 274,0	14 581,7	–	–
Total partiel	**64 354,6**	**61 179,5**	**198**	**197**
B. Contributions obligatoires hors budget ordinaire	478,6	478,6	2	2
C. Fonds extrabudgétaires	85,8	–	–	–
Total	**64 919,0**	**61 658,1**	**200**	**199**

28.39 La répartition des ressources entre les deux principales unités administratives responsables du sous-programme 2 (Services d'information) est indiquée ci-après.

Tableau 28.21

Ressources nécessaires : Bureau du porte-parole du Secrétaire général

Catégorie	*Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* 2010-2011	2012-2013 (avant actualisation des coûts)	*Postes* 2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	3 135,6	3 190,2	12	12
Autres objets de dépense	302,3	277,1	–	–
Total	**3 437,9**	**3 467,3**	**12**	**12**

28.40 Le montant de 3 467 300 dollars, affichant une augmentation nette de 29 400 dollars, doit permettre de financer le maintien de 12 postes [1 D-2, 1 D-1, 2 P-4, 2 P-3, 2 postes d'agent des services généraux (1re classe) et 4 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] (3 190 200 dollars), dont les titulaires seront chargés de tenir le Secrétaire général informé de tout événement majeur survenant dans le monde et de conseiller le Secrétaire général, la Vice-Secrétaire générale et les hauts fonctionnaires du Secrétariat en matière de relations avec les médias. L'augmentation nette d'un montant de 54 600 dollars à la rubrique Postes s'explique par le transfert d'un poste P-3 du sous-programme 3 (Services de diffusion du savoir), compensée en partie par le transfert d'un poste P-2/1 au sous-programme 3 (Services de diffusion du savoir), pour exécuter les tâches différentes requises dans le cadre des deux sous-programmes. Le montant demandé à la rubrique Autres objets de dépense (277 100 dollars) devrait permettre de couvrir les frais de voyage du personnel accompagnant le Secrétaire général lors de ses missions; les services contractuels d'abonnement en ligne aux services d'agences de presse; et d'autres frais généraux de fonctionnement.

Tableau 28.22

Ressources nécessaires : Division de l'information et des médias

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
A. Budget ordinaire				
Postes	43 945,0	43 407,6	186	185
Autres objets de dépense	16 971,7	14 304,6	–	–
Total partiel	**60 916,7**	**57 712,2**	**186**	**185**
B. Contributions obligatoires hors budget ordinaire	478,6	478,6	2	2
C. Fonds extrabudgétaires	85,8	–	–	–
Total	**61 481,1**	**58 190,8**	**188**	**187**

28.41 Le montant de 57 712 200 dollars, qui fait apparaître une réduction nette de 3 204 500 dollars, devrait permettre de financer 185 postes [1 D-2, 3 D-1, 6 P-5, 30 P-4, 39 P-3, 24 P-2/1, 4 postes d'agent des services généraux (1re classe) et 78 postes d'agent de services généraux (Autres classes)] (43 407 600 dollars) et de couvrir les objets de dépense autres que les postes (14 304 600 dollars), à savoir essentiellement les autres dépenses de personnel, les services contractuels et frais généraux de fonctionnement. La diminution nette d'un montant de 537 400 dollars à la rubrique Postes s'explique par le transfert d'un poste P-4 de fonctionnaire de l'information au sous-programme 3 (Services de diffusion du savoir) afin de renforcer le module thématique Groupe des relations avec les ONG, et par la suppression de quatre postes d'agent des services généraux (Autres classes) dans les services de production de l'information suite à une redistribution des ressources visant à augmenter la productivité. Cette diminution est compensée en partie par la transformation en postes de quatre emplois de temporaire des services généraux (Autres classes) dans le Groupe chargé des différentes versions linguistiques du site Web, ce qui démontre la volonté du Département d'assurer la parité entre les six langues officielles et de tenir compte du caractère permanent de ces fonctions.

28.42 La diminution nette de 2 667 100 dollars à la rubrique Autres objets de dépense résulte essentiellement de la réduction des crédits demandés au titre des postes de dépense suivants : a) services contractuels d'ingénierie imputables à la mise en service du système de gestion des contenus numériques; et b) autres dépenses de personnel liées aux emplois temporaires nécessaires pour assurer la couverture médiatique, la remise des accréditations et la diffusion des documents pendant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Cette baisse est compensée en partie par l'augmentation des ressources au titre des frais généraux de fonctionnement (réparation et entretien de matériel et systèmes vidéo, radio et audiovisuels, entre autres) et du mobilier et du matériel destinés à la modernisation du matériel dans la section radio et télévision.

28.43 Le sous-programme est financé par d'autres ressources provenant de contributions obligatoires, dont le montant devrait s'élever à 478 600 dollars, destinées à appuyer les opérations de maintien de la paix. Dans l'ensemble, le volume des ressources reste inchangé par rapport à l'exercice biennal 2010-2011.

28.44 La réduction prévue des fonds extrabudgétaires s'explique par la diminution des ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les projets d'information cofinancés, les contributions volontaires à ce fonds devant prendre fin pendant l'exercice 2012-2013.

Sous-programme 3
Services de diffusion du savoir

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 38 002 400 dollars

28.45 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe à la Division de la sensibilisation du public, qui comprend les modules thématiques suivants : Groupe de la conception des contenus et des maquettes; Groupe de la sensibilisation et des manifestations spéciales; Groupe de l'action éducative; Groupe de l'édition et des publications; Groupe des relations avec les ONG; Groupe de la vente et de la commercialisation; Groupe des services à l'intention des visiteurs; et, à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, Groupe des acquisitions et du traitement de l'information et Section des services utilisateurs. La Division comprend aussi le secrétariat du Comité des publications et le Comité des expositions. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 3 (Services de diffusion du savoir) du programme 23 (Information) du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1).

Tableau 28.23

Objectifs pour l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir une meilleure compréhension du rôle, des activités et des préoccupations de l'ONU et favoriser l'échange d'idées, d'informations et de connaissances concourant à la réalisation des objectifs de l'Organisation

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Élargissement des relations avec les partenaires	a) i) Nombre accru de partenariats établis avec des entités appartenant au système des Nations Unies et des entités extérieures *Mesure des résultats* (Partenariats) 2008-2009 : 2 158 2010-2011 (estimation) : 2 258 2012-2013 (objectif) : 2 741 ii) Augmentation du nombre de partenaires parmi les organisations non gouvernementales de pays en développement et en transition

	Mesure des résultats (Nombre de partenaires parmi les organisations non gouvernementales de pays en développement et de pays en transition associés au Département) 2008-2009 : données non disponibles 2010-2011 (estimation) : 548 2012-2013 (objectif) : 578
b) Public plus large touché par les activités d'information de l'Organisation, grâce à divers médias et services	b) i) Augmentation du nombre de visiteurs accédant aux sites Web du sous-programme *Mesure des résultats* (Nombre annuel de visiteurs accédant aux sites Web du sous-programme) 2008-2009 : 2 560 000 2010-2011 (estimation) : 2 960 000 2012-2013 (objectif) : 3 280 000 *Mesure des résultats* (Nombre annuel de visiteurs accédant à iSeek, le réseau intranet de l'ONU) 2008-2009 : 417 857 2010-2011 (estimation) : 540 000 2012-2013 (objectif) : 670 000 ii) Nombre accru de téléchargements, par les utilisateurs finals, de publications et d'autres produits de communication *Mesure des résultats* (Téléchargements et achats de publications via le site Web des publications des Nations unies et via des sites partenaires et des applications mobiles) 2008-2009 : 920 000 2010-2011 (estimation) : 980 000 2012-2013 (objectif) : 1 201 000

Facteurs externes

28.46 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les institutions de la société civile, les relais de l'information et les autres partenaires, notamment d'autres organismes des Nations Unies, sont en mesure de collaborer avec le Département; b) les valeurs, activités et préoccupations de l'ONU suscitent le même intérêt dans les milieux universitaires; c) l'accès des publics cibles aux services et aux programmes n'est pas entravé pour des raisons d'infrastructure, de sécurité ou autre.

Produits

28.47 Les produits finals de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

a) Autres activités de fonds (budget ordinaire) :

i) Publications en série :

a. *Chronique de l'ONU* (anglais et français) (8);

b. *United Nations Development Business procurement publication* (publication bimensuelle multilingue, sur les achats) (fonds extrabudgétaires) (48);

c. Réimpression de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour internationale de Justice (1);

d. *Les Nations Unies aujourd'hui* (anciennement L'ABC des Nations Unies) (1);

e. *Annuaire des Nations Unies* (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) (2);

ii) Expositions, visites guidées et conférences :

a. Organisation de nombreux programmes d'information sur toute une série de questions intéressant l'ONU à l'intention des groupes qui le souhaitent, soit au Siège, soit dans le cadre d'engagements extérieurs ou de vidéoconférences (4);

b. Visites guidées pour le grand public; visites spéciales sur demande (2);

c. Délimitation, mise en place et gestion de l'itinéraire de la visite du Siège (2);

d. Réponse, essentiellement par voie électronique mais aussi oralement et par écrit, aux demandes de renseignements sur l'ONU adressées par le public, et réalisation de dossiers d'information spéciaux à l'usage des enseignants (2);

e. Sélection, conception, organisation et installation d'expositions au Siège (2);

f. Séminaires, conférences et tables rondes organisées en partenariat avec les départements, les organismes et les programmes des Nations Unies, et les milieux universitaires (2);

iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation :

a. Mise au point de matériel pédagogique sur l'ONU et les grands dossiers mondiaux à l'usage des écoles, ou révision du matériel existant (1);

b. Rédaction ou révision de fiches, brochures, notes, affiches et guides pour répondre aux questions les plus fréquentes et informer le public des activités de l'ONU (3);

iv) Conférences de presse et communiqués de presse pour annoncer les nouveaux programmes destinés au public et les manifestations spéciales, les vernissages et les conférences et les séminaires (4);

v) Manifestations spéciales :

a. Ateliers de communication à l'intention des organisations non gouvernementales et programmes d'orientation pour les nouvelles organisations non gouvernementales accréditées (2);

b. Organisation de la participation de personnalités et de célébrités à certaines manifestations de l'ONU dans le but de faire connaître les programmes de l'ONU au public (2); UN4U – Activité de sensibilisation annuelle à l'occasion de la

Journée des Nations Unies, au cours de laquelle des responsables de l'ONU se rendent dans des lycées de New York (2);

c. Série d'activités à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves (2);

d. Organisation et tenue de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, y compris publication du rapport final de la conférence, du guide des ateliers des organisations non gouvernementales et d'un DVD sur la Conférence (2);

e. Organisation de manifestations spéciales et promotion des cérémonies marquant certaines journées ou années commémoratives, en partenariat avec d'autres départements et des organismes et programmes des Nations Unies, des gouvernements et la société civile (2); organisation du concert de la Journée des Nations Unies (2);

f. Programme de communication sur le thème « L'Holocauste et les Nations Unies » (2);

g. Arrangements conclus dans le cadre de l'Initiative créative de diffusion auprès des collectivités pour que l'Organisation ou une question intéressant l'Organisation fassent l'objet d'un film, d'une émission télévisée ou d'une pièce de théâtre (2);

h. Manifestations spéciales à l'intention des étudiants : vidéoconférences mondiales sur les célébrations organisées par l'ONU (2); Conférence annuelle des Nations Unies Simul'ONU mondiale comprenant des ateliers de formation à l'intention des responsables, du matériel pédagogique et des débats en ligne pour tous les participants (2);

vi) Activités techniques :

a. Établissement de la partie bibliographique de l'*Annuaire juridique des Nations Unies* (1);

b. Coordination et administration des services fournis par le secrétariat du Consortium pour les acquisitions d'informations électroniques du système des Nations Unies et acquisition d'informations et services de gestion permettant d'accéder à des ressources d'information extérieures en ligne;

c. Coordination du réseau d'indexation utilisé en commun avec les bibliothèques des Nations Unies hors Siège;

d. Création de bases de données statistiques sur l'ONU à l'usage des enseignants et des élèves;

e. Conception et production de tous les documents imprimés, des planches murales et des affiches;

f. Mise en service et gestion de iSeek, l'intranet du Secrétariat, et de deleGATE (1);

g. Numérisation des archives des principaux organes des Nations Unies couvrant certaines années, dans toutes les langues (documents convertis à partir de microfiches ou de support papier et téléchargés sur le disque optique);

h. Gestion et expansion des sites Web de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, dans toutes les langues officielles;

i. Gestion et mise à jour de divers sites Web (par exemple, *Chronique de l'ONU*, organisations non gouvernementales, expositions, questions du public, visites guidées, « L'ONU en action », Messagers de la paix);

j. Gestion du matériel informatique, des logiciels et des bases de données de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld (1);

k. Annuaire des ONG : gestion et mise à jour de la base de données des ONG associées au Département;

l. Coordination avec les bibliothèques du système des Nations Unies par le biais de réunions interinstitutions sur le partage du savoir et la gestion de l'information (1);

m. Base de données en ligne des orateurs intervenant sur les questions intéressant l'Organisation (1);

n. Forums de discussion en ligne, vidéoconférences, débats en ligne pour enseignants et étudiants (1);

o. Services personnalisés d'information, de conseils ou d'accompagnement pour les délégués, le personnel des missions permanentes et les fonctionnaires de l'ONU dans le cadre du programme de gestion personnalisée du savoir (1);

p. Établissement des fiches du thésaurus du Système d'information bibliographique de l'ONU (UNBISnet) pour permettre les recherches dans les six langues officielles dans les documents destinés aux organes délibérants (1);

q. Services de référence et de recherche, services de prêt et prêts interbibliothèques et traitement des demandes adressées par courriel par des utilisateurs du monde entier;

r. Sélection et acquisitions de sources d'information sous forme imprimée et sous forme électronique, par achat et conventions sur les dons et les échanges avec les partenaires institutionnels (1);

s. Mise en place d'un service d'archives numérique des Nations Unies pour le recueil, la gestion et la conservation des publications et documents des Nations Unies (1);

t. Publication en ligne de la *Chronique de l'ONU*, éditions en ligne de la publication (1);

u. Collecte, gestion et conservation des documents et publications des Nations Unies (1);

b) Coopération technique (budget ordinaire) :

i) Prestation de services consultatifs aux départements chargés de l'information au Siège, ainsi qu'aux petites bibliothèques et centres de référence des Nations Unies dans les bureaux extérieurs (2);

ii) Cours, séminaires et ateliers : programmes de formation à l'intention notamment des délégués, du personnel des missions permanentes, des fonctionnaires de l'ONU, des représentants des gouvernements, du personnel des bibliothèques dépositaires, des organisations non gouvernementales et des stagiaires (2);

iii) Organisation de séminaires et de conférences à l'intention des médias (presse écrite, télévision et radio) des pays en développement ou en transition (un programme annuel de formation d'une durée de six semaines, mis en œuvre à la demande de l'Assemblée générale) (2);

Tableau 28.24

Ressources nécessaires : sous-programme 3

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
A. Budget ordinaire				
Postes	34 586,8	33 010,1	157	148
Autres objets de dépense	4 454,8	4 992,3	–	–
Total partiel	**39 041,6**	**38 002,4**	**157**	**148**
B. Contributions obligatoire hors budget ordinaire	–	–	–	–
C. Fonds extrabudgétaires	3 142,1	2 628,5	10	10
Total	**42 183,7**	**40 630,9**	**167**	**158**

28.48 Les ressources demandées (38 002 400 dollars, soit une diminution nette de 1 039 200 dollars) permettront de financer la poursuite des différentes activités du sous-programme 3 (Services de diffusion du savoir), c'est-à-dire les services de bibliothèque et les initiatives de sensibilisation concernant, notamment, la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Elles couvriront le coût de 148 postes [1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 18 P-4, 24 P-3, 22 P-2/1 et 75 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], soit 33 010 100 dollars, et celui des autres objets de dépense, soit 4 992 300 dollars.

28.49 La baisse nette de 1 576 700 dollars des ressources affectées aux postes s'explique principalement par a) la suppression d'un poste P-5 de chef de section, d'un poste P-2 de bibliothécaire et des postes d'agent des services généraux (Autres classes) de neuf bibliothécaires adjoints de 2e classe, en raison des progrès techniques accomplis à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de la rationalisation des méthodes de travail; et b) le transfert d'un poste P-3 de fonctionnaire de l'information au Bureau du porte-parole du sous-programme 2 (voir par. 28.41 plus haut), compensés en partie par c) la création d'un poste P-2/1 pour intensifier l'action éducative et les partenariats avec le monde universitaire et les associations étudiantes; d) l'acquisition d'un poste P-4 de fonctionnaire de l'information provenant du sous-programme 2 pour aider le Groupe des relations avec les ONG (voir par. 28.41 plus haut); et e) l'acquisition d'un poste P-2/1 de fonctionnaire d'administration provenant du Bureau du porte-parole (voir par. 28.41) pour renforcer l'appui administratif et les contrôles internes à la Division de la sensibilisation du public.

28.50 La hausse nette de 537 500 dollars des dépenses autres que le coût des postes tient essentiellement à l'augmentation des crédits demandés au titre des services contractuels, notamment pour des services spécialisés nécessaires à la modernisation de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et à l'augmentation des ressources nécessaires pour financer la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste et la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, du fait, notamment, de l'effet report aux rubriques Autres dépenses de personnel et Services contractuels résultant de l'organisation d'activités liées à la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves en 2011, conformément à la résolution 65/239 de l'Assemblée générale. L'augmentation des dépenses est compensée en partie par la diminution des ressources demandées aux rubriques Mobilier et matériel et Fournitures et accessoires du sous-programme.

28.51 Les ressources extrabudgétaires, qui s'élèvent à 2 628 500 dollars, seront allouées à la publication *United Nations Development Business* et financeront notamment un poste d'administrateur et neuf postes d'agent des services généraux. La baisse du montant total s'explique par la diminution des dépenses financées au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale, du fait de l'achèvement de projets non renouvelables entrepris au cours de l'exercice 2010-2011.

Conférences spéciales

28.52 Un montant de 400 500 dollars a été demandé, à titre non renouvelable, pour financer les activités d'information liées à l'organisation de deux conférences spéciales pendant l'exercice biennal 2010-2011 : le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

C. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 7 650 600 dollars

28.53 Le Service administratif fournit les services d'administration, de gestion et d'appui au programme nécessaires à l'exécution des activités assignées au Département de l'information. Il aide le Secrétaire général adjoint à définir le plan-programme biennal, à établir le budget-programme, à en suivre l'exécution et à assurer la gestion des fonds d'affectation spéciale et autres fonds extrabudgétaires, fournit les services d'appui nécessaires à l'utilisation efficace des ressources humaines et assure la planification et la gestion des ressources nécessaires à l'administration générale. Il s'occupe également des besoins informatiques du Département, notamment en ce qui concerne l'entretien et la modernisation du matériel et des logiciels.

Tableau 28.25

Ressources nécessaires : appui au programme

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2010-2011*	*2012-2013 (avant actualisation des coûts)*	*2010-2011*	*2012-2013*
Budget ordinaire				
Postes	4 738,3	4 738,3	23	23
Autres objets de dépense	3 397,1	2 912,3	–	–
Total	**8 135,4**	**7 650,6**	**23**	**23**

28.54 Le montant total de 7 650 600 dollars, qui représente une diminution nette de 484 800 dollars, couvrira les dépenses associées au maintien de 23 postes [1 D-1, 1 P-5, 4 P-4/3, 1 P-2/1, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 15 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], soit 4 738 300 dollars, et les autres objets de dépense, soit 2 912 300 dollars. La diminution nette de 484 800 dollars des dépenses autres que le coût des postes résulte en grande partie de la révision à la baisse des prévisions de dépenses pour les services centraux concernant l'infrastructure informatique et l'appui fournis par le Bureau des technologies de l'information et des communications, compte tenu de l'examen des besoins du Département, de la révision des

contrats de service et de la réduction du nombre de comptes provisoires pour lesquels des services sont assurés.

Tableau 28.26

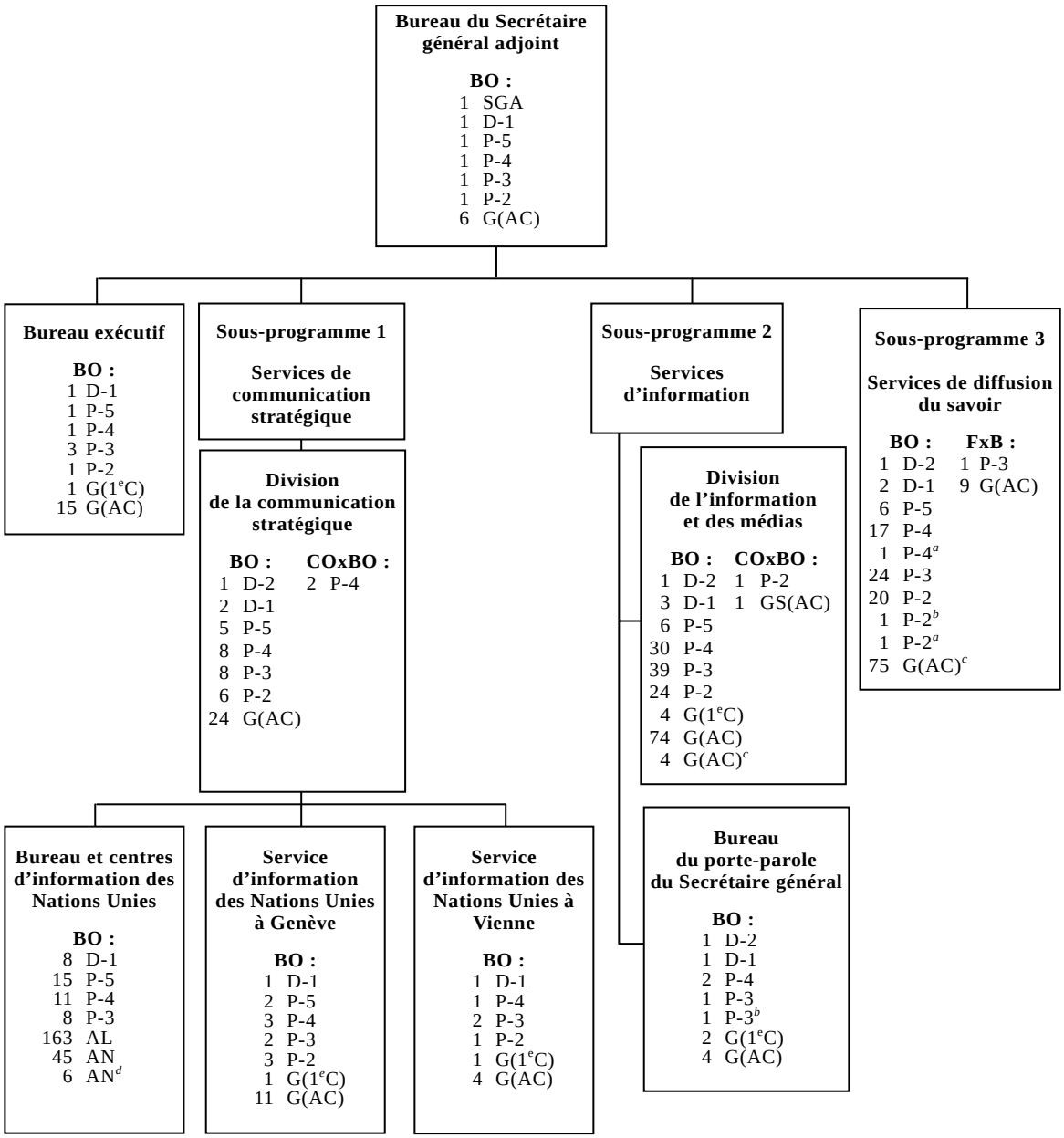
État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/64/7)	
VII.10 Vu l'importance des ressources consacrées au suivi et à l'évaluation au sein du Département de l'information, le Comité compte que, dans les futurs projets de budget, des informations plus détaillées seront fournies concernant les activités entreprises, y compris une évaluation des enseignements tirés. Le Comité estime par ailleurs que, dans le cadre de son action de suivi et d'évaluation, le Département devrait s'attacher à évaluer l'incidence de ses activités de façon à mieux adapter son programme de travail au public visé.	Dans le cadre de son approche stratégique, le Département a souligné la nécessité de privilégier les activités les plus utiles. Pour ce faire, il faut déterminer celles qui donnent les meilleurs résultats en mesurant régulièrement l'efficacité des programmes, notamment au moyen d'une évaluation annuelle de leur incidence.. C'est en recueillant régulièrement les avis des utilisateurs que le Département peut améliorer l'efficacité de ses programmes et mieux les adapter aux besoins des différents publics concernés.
VII.14 Le Comité consultatif est préoccupé par le fait que les propositions du Secrétaire général ne font pas état des mesures prises pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 119 de sa résolution 62/236. Le Comité recommande par conséquent que l'Assemblée prie le Secrétaire général de procéder à un examen des modalités actuelles d'établissement de communiqués de presse, y compris une évaluation de la qualité des communiqués de presse, en ayant à l'esprit la nécessité de toucher le public le plus large possible et de recourir aux moyens de diffusion les plus appropriés. Les conclusions de cet examen et en particulier toutes les recommandations pertinentes devraient être présentées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.	Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la qualité de la couverture médiatique des réunions tout en rationalisant ses méthodes de travail et en élargissant son audience, le Département a présenté dans son budget 2012-2013 un projet ayant pour objectif d'augmenter la visibilité des communiqués de presse de l'ONU sur Internet et d'en élargir le public. Faisant suite à un examen des modalités actuelles de rédaction et de diffusion des communiqués de presse, le projet prévoit l'élaboration d'une nouvelle plate-forme couplée à une base de données, qui permettrait d'accroître la visibilité des communiqués de presse tant sur le site Web de l'ONU que pour les moteurs de recherche externes et serait munie de toute une gamme de caractéristiques et de fonctionnalités conviviales, telles que des fonctions de recherche améliorées par thème, orateur ou organisme de l'ONU. Le système de gestion des contenus sera également amélioré et comportera notamment des liens vers les différents produits du Département, tels que photos, fichiers audio et vidéo et documents officiels. Elle sera également pourvue d'une fonctionnalité intégrée permettant de publier en toute sécurité des communiqués de presse à partir d'un ordinateur ne

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
	faisant pas partie du réseau local, par exemple lors d'une conférence à l'étranger, ce qui est actuellement impossible.
Comité des commissaires aux comptes A/65/5 (Vol. I)	
L'Administration a accepté la recommandation du Comité selon laquelle elle devrait réexaminer les missions et les activités du Comité des publications et, le cas échéant, les réaffecter (par. 251).	Il faudra créer au sein du Comité des publications un groupe de travail chargé de proposer des modifications à apporter à la circulaire du Secrétaire général sur le rôle et les méthodes de travail du Comité (ST/SGB/2005/15). Conscients de la nécessité de simplifier et de rationaliser l'ensemble des activités de publication, le Département de l'information et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ont par ailleurs établi en 2010 un Groupe de travail sur les activités de publication, chargé de formuler des recommandations à l'intention des chefs des deux départements. Plusieurs de ces recommandations seront probablement prises en compte lors de la révision de la circulaire du Secrétaire général.
Le Comité a invité l'Administration, qui a accepté, à veiller à ce que le Département de l'information ne crée pas de plates-formes de coordination régionale avant d'avoir réalisé une étude approfondie de leurs compétences opérationnelles et géographiques (par. 282).	Le Département de l'information souscrit à la recommandation et n'envisage pas actuellement de nouvelles plates-formes de coordination régionale. Le Centre d'information des Nations Unies qui sera créé à Luanda conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale devrait cependant prendre part à la coordination de la traduction, de l'impression et de la diffusion des documents d'information destinés aux autres pays lusophones. À cet effet, il travaillera en étroite collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies à Rio de Janeiro (Brésil) et le Service portugais du Centre d'information des Nations Unies à Bruxelles.
Bureau des services de contrôle interne (E/AC.51/2009/5)	
59. Le Département de l'information devrait demander à son groupe de travail du Secrétariat sur le partage des connaissances, sous la conduite de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, de tenir compte de la question des enseignements tirés de l'expérience lors de l'élaboration d'une stratégie de gestion des connaissances à l'échelle du système (ainsi qu'il a été recommandé au paragraphe 72 du document E/AC.51/2006/2 et	Tel qu'indiqué au paragraphe 84 du rapport du Secrétaire général (A/64/477), les fonctions du Groupe de travail du Secrétariat sur le partage des connaissances ont été transférées au nouveau Groupe de travail sur la gestion des connaissances : « Le Groupe de travail sur la gestion des connaissances a été mis en place au cours du deuxième trimestre de 2008 pour reprendre les activités qui étaient confiées auparavant au Groupe de travail du Secrétariat sur le partage des connaissances. Le Groupe de travail est présidé par le Service de la gestion des connaissances, qui a été créé au sein du Bureau des technologies de l'information et des communications

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 14 de sa résolution 61/235) (par. 59).	pour mettre en œuvre le programme de gestion du savoir et planifier et coordonner les efforts en cours et les initiatives nouvelles visant à appréhender et à partager l'atout le plus précieux du Secrétariat, à savoir sa base de connaissances. » C'est donc le Service de la gestion des connaissances du Bureau des technologies de l'information et des communications qui s'occupera désormais de la question des enseignements tirés de l'expérience.

Département de l'information
Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2012-2013



Abréviations : BO = budget ordinaire; COxBO = Postes financés au moyen de contributions obligatoires hors budget ordinaire; FxB = fonds extrabudgétaires; SGA = Secrétaire général adjoint; G = agent des services généraux; (1^{e}C) = 1re classe; AC= Autres classes; AL = agent local; AN = administrateur recruté sur le plan national.

[a] Poste cédé par un autre service.

[b] Nouveau poste.

[c] Emplois de temporaire convertis en postes d'agent des services généraux (Autres classes).

[d] Postes d'agent local reclassés en postes d'administrateur recruté sur le plan national.

Annexe

Produits de l'exercice 2010-2011 non reconduits en 2012-2013

A/64/6	*Produit*	*Quantité*	*Explication*
Sous-programme 2	**Services d'information**		
Paragraphe 27.35 a) i) a	Réalisation et publication de *Image et Réalité* (publication biennale en ligne)	1	Produit non reconduit pour éviter le double emploi avec des produits semblables déjà disponibles en ligne, notamment *Basic Facts* [www.un.org/aboutun/basicfacts]
Paragraphe 27.35 a) i) b	Réalisation et publication, sur support papier et/ou sur l'Internet, du document de référence concernant les conférences et manifestations de l'ONU	2	Produit non reconduit pour éviter le double emploi avec des produits semblables déjà disponibles en ligne. La liste des conférences et des manifestations organisées par l'ONU est disponible à l'adresse http://www.un.org/fr/events/; la liste des journées, années, décennies internationales et des anniversaires est disponible à l'adresse http://www.un.org/fr/events/observances/
	Total partiel	**3**	
Sous-programme 3	**Services de diffusion du savoir**		
27.43 a) iv) b	Calendrier électronique des séances d'information pour les ONG	1	Produit non reconduit car il est exécuté dans le cadre des séances d'information à l'intention des ONG
27.43 a) vii) aa	Service de notification électronique de la *Chronique de l'ONU*	2	Produit non reconduit car il est disponible sur le site Web de la *Chronique de l'ONU*
27.43 a) vii) aa	Service des articles de fond de la *Chronique de l'ONU* (en ligne)	1	Produit non reconduit car il est disponible sur le site Web de la *Chronique de l'ONU*
27.43 a) i) a	*Index des actes du Conseil économique et social*	2	Produit non reconduit pour éviter le double emploi avec des produits semblables déjà disponibles en ligne, à l'adresse http://unbisnet.un.org/indexf.htm
27.43 a) i) b	*Index des actes de l'Assemblée générale*	2	Produit non reconduit pour éviter le double emploi avec des produits semblables déjà disponibles en ligne, à l'adresse http://unbisnet.un.org/indexf.htm
27.43 a) i) c	*Index des actes du Conseil de sécurité*	2	Produit non reconduit pour éviter le double emploi avec des produits semblables déjà disponibles en ligne, à l'adresse http://unbisnet.un.org/indexf.htm
	Total partiel	**10**	
	Total	**13**	